

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

-----0-----

CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

-----0-----

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

-----0-----

PRIMATURE

-----0-----

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA

PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT ET

DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

-----0-----

SECÉTARIAT D'ÉTAT

-----0-----

DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE

-----0-----

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

-----0-----

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

-----0-----

DIVISION DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES

Unité – Travail – Progrès

وحدة. عمل. تقدم



جمهورية تشاد

المجلس العسكري الانتقالي

رئاسة المجلس

رئاسة الحكومة

وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي والتعاون الدولي

أمانة الدولة

الإدارة العامة للوزارة

المعهد الوطني للإحصاء والدراسات الاقتصادية

والديموغرافية

إدارة الإحصاءات الاقتصادية

قسم التركيبات الاقتصادية



Analyse des résultats des comptes de l'année 2018 Sous le Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN2008)

Février 2022

Table des matières

Résumé	3
1. Introduction.....	4
2. Principaux résultats des comptes de l'année 2018.....	5
2.1 Analyse du PIB selon l'optique production.....	5
2.1.1 Analyse du secteur primaire.....	5
2.1.2 Analyse du secteur secondaire	6
2.1.3 Analyse du secteur tertiaire.....	6
2.2 Analyse des emplois du PIB.....	6
2.2.1 Analyse de la Consommation finale (ménages, APU, ISBLSM).....	7
2.2.2 Analyse de la FBCF et de la Variation des Stocks.....	7
2.2.3 Analyse du commerce extérieur.....	8
2.3 Dynamique du secteur informel	8

Résumé

L'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) s'est engagé, en 2017, dans un processus de révision du système des comptes nationaux afin de doter le Tchad d'un système de comptabilité nationale performant et conforme aux recommandations internationales en matière de bonnes pratiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités statistiques au Tchad, l'INSEED joue un rôle fondamental. En tant qu'établissement public doté de la personnalité juridique, morale et jouissant de l'autonomie financière, ses principales missions se résument à la collecte, l'exploitation, l'analyse et la diffusion des informations statistiques d'intérêt national, la coordination des activités du système statistique national, la gestion des répertoires et fichiers à caractère statistique, la centralisation et la collecte des statistiques provenant des autres services et leur compilation et leur diffusion sous forme de synthèses.

Par ailleurs, l'évolution de la structure économique du Tchad (exploitation du pétrole, mise en exploitation des cimenteries, raffinage du pétrole, développement des activités hôtelières, etc.), et surtout les investissements importants et autres dépenses publiques financés sur les revenus pétroliers ont donné une orientation perceptible aux activités du système statistique national vers la production des statistiques socio-économiques et des indicateurs d'évaluation des impacts sur les conditions de vie de la population.

Ainsi, dans le cadre de la mise à niveau et du renforcement du SSN, le Tchad a négocié avec la Banque Mondiale un programme de développement statistique de moyen terme (PDST 2017-2022) comprenant un volet relatif à l'amélioration et à la production des statistiques économiques, volet qui constitue une priorité pour l'INSEED. C'est pour la mise en œuvre de ce volet que l'INSEED sollicite l'appui d'un partenaire stratégique dans le cadre d'une convention de travail pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques socio-économiques et la comptabilité nationale, notamment, à travers le renforcement des capacités des cadres en vue du changement d'année de base et de la migration vers une nouvelle norme, le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.

À ce titre, les travaux engagés par l'INSEED avec l'appui de ses partenaires ont permis de disposer des premiers résultats des comptes de l'année de base 2017, ainsi que ceux de la première année courante 2018.

Le PIB de l'année courante 2018 est ressorti en volume de 8 196,2 milliards de FCFA contre 7 751,2 milliards de FCFA en 2017, soit une croissance de 5,7%. Malgré la conjoncture économique difficile que le pays a traversée en 2018, cette performance de l'activité économique est expliquée essentiellement par la dynamique du secteur primaire, en particulier avec l'extraction d'hydrocarbures.

La croissance du PIB de 5,7 % enregistrée en 2018 est tirée principalement par le secteur primaire (+3,6 points). L'activité du tertiaire contribue à la hausse du PIB de 2,0 points. En revanche, l'augmentation des activités est ralentie par le secteur secondaire (0,1 point).

L'analyse des emplois du PIB indique une hausse du niveau de ses composantes en volume, la formation brute de capital fixe de (+23,4%), la consommation finale (+2,8%), les exportations de biens et services (+7,0%), les importations (+14,8%) et la variation de stocks (+41,0%).

Le secteur informel a connu une croissance de 5,5% en 2018 avec une valeur ajoutée de 5 092,4 milliards de FCFA contre 4 825,2 milliards de FCFA en 2017. Concernant la contribution à la formation du PIB, le poids des activités informelles ressort à 62,1% en 2018 contre 62,3% en 2017. Ce secteur contribue à hauteur de 3,5 points à la croissance du PIB en 2018. Les activités informelles se retrouvent dans tous les secteurs d'activités

1. Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités statistiques au Tchad, l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) joue un rôle fondamental. En tant qu'Établissement public doté de la personnalité juridique, morale et jouissant de l'autonomie financière, ses principales missions se résument à la collecte, l'exploitation, l'analyse et la diffusion des informations statistiques d'intérêt national, la coordination des activités du système statistique national, la gestion des répertoires et fichiers à caractère statistique, la centralisation et la collecte des statistiques provenant des autres services et leur compilation et leur diffusion sous forme de synthèses.

Par ailleurs, l'évolution de la structure économique du Tchad (exploitation du pétrole, mise en exploitation des cimenteries, raffinage du pétrole, développement des activités hôtelières, etc.), et surtout les investissements importants et autres dépenses publiques financés sur les revenus pétroliers ont donné une orientation perceptible aux activités du système statistique national vers la production des statistiques socio-économiques et des indicateurs d'évaluation des impacts sur les conditions de vie de la population.

Ainsi, dans le cadre de la mise à niveau et du renforcement du SSN, le Tchad a négocié avec la Banque Mondiale un programme de développement statistique de moyen terme (PDST 2017-2022) comprenant un volet relatif à l'amélioration et à la production des statistiques économiques, volet qui constitue une priorité pour l'INSEED. C'est pour la mise en œuvre de ce volet que l'INSEED sollicite l'appui d'un partenaire stratégique dans le cadre d'une convention de travail pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques socio-économiques et la comptabilité nationale, notamment, à travers le renforcement des capacités des cadres en vue du changement d'année de base et de la migration vers une nouvelle norme, le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.

À ce titre, les travaux engagés par l'INSEED avec l'appui de ses partenaires ont permis de disposer des premiers résultats des comptes de l'année de base 2017, ainsi que ceux de la première année courante 2018.

La présente note d'analyse fournit les explications sur l'évolution des agrégats des comptes de 2018 par rapport à 2017, en volume.

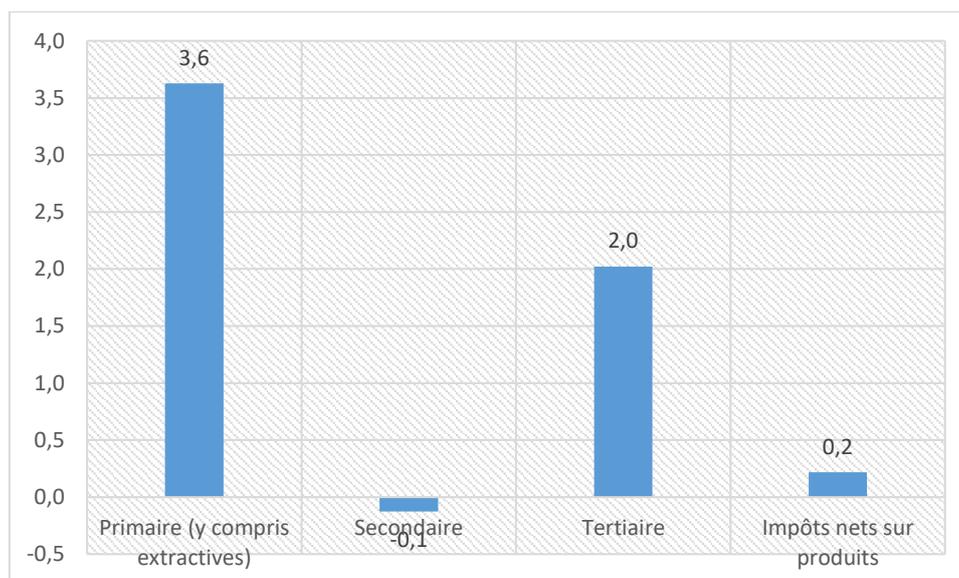
2. Principaux résultats des comptes de l'année 2018

Le PIB de l'année courante 2018 est ressorti en volume de 8 196,2 milliards de FCFA contre 7 751,2 milliards de FCFA en 2017, soit une croissance de 5,7%. Malgré la conjoncture économique difficile que le pays a traversée en 2018, cette performance de l'activité économique est expliquée essentiellement par la dynamique du secteur primaire, en particulier avec l'extraction d'hydrocarbures.

2.1 Analyse du PIB selon l'optique production

La croissance du PIB de 5,7 % enregistrée en 2018 est tirée principalement par le secteur primaire (+3,6 points). L'activité du tertiaire contribue à la hausse du PIB de 2,0 points. En revanche, l'augmentation des activités est ralentie par le secteur secondaire (0,1 point).

Graphique 1 : Contribution par secteur d'activités à la croissance du PIB



Source : Comptes nationaux, INSEED

Tableau 1: Analyse comparée des résultats selon l'optique production

Secteurs	2017	2018	Variation relative (%)	Poids 2017 (%)	Poids 2018 (%)	Contributions (%)
Primaire (y compris extractives)	3 981 308	4 262 544	7,1	51,4	52,0	3,6
Secondaire	1 048 350	1 038 558	-0,9	13,5	12,7	-0,1
Tertiaire	2 514 486	2 671 213	6,2	32,4	32,6	2,0
Impôts nets sur produits	207 067	223 902	8,1	2,7	2,7	0,2
PIB	7 751 211	8 196 217	5,7	100	100	5,7

Source : Comptes nationaux, INSEED

2.1.1 Analyse du secteur primaire

Le secteur primaire occupe une place importante dans l'économie tchadienne. Sa valeur ajoutée passe de 3 981,3 milliards de FCFA en 2017 à 4 262,5 milliards de FCFA en 2018, soit une progression de 7,1% (voir tableau 1). Le poids du secteur dans la richesse créée en 2018 est ressorti à 52,0% et a tiré à la hausse la croissance du PIB avec une contribution de 3,6 points. Cette forte contribution est tirée principalement par les branches activités extractives (+2,1), élevage et chasse (+1,1), et agriculture vivrière (+0,5).

En ce qui concerne les activités d'extraction d'hydrocarbures, leur valeur ajoutée est ressortie en hausse de 12,4%. Cette performance est expliquée par l'augmentation de volume de production des entreprises (passant de 41 millions de barils en 2017 à 47 millions de barils en 2018) du secteur et par la hausse des cours du pétrole sur le marché international (passant de 55,8 dollars US en 2017 à 71,7 dollars US en 2018).

La forte croissance de l'élevage de 5,6 % et sa contribution au PIB de + 1,1 point sont liées à la situation pastorale caractérisée par une bonne disponibilité saisonnière des ressources fourragères. Cette performance de la branche est aussi expliquée par le niveau de remplissage des points d'eau était très satisfaisant pour l'abreuvement des animaux selon le rapport de 2018 du Ministère en charge de l'agriculture. De plus, d'après le rapport du ministère en charge de l'élevage, la situation zoo sanitaire n'a pas connu d'épisode pathologique particulièrement grave par rapport aux années précédentes et aucune épizootie contagieuse majeure n'a été déclarée sur le cheptel national.

Par ailleurs, la campagne 2018 est caractérisée par une pluviométrie favorable dans la zone sahélienne. La situation phytosanitaire a été globalement stable. Ce qui explique la forte croissance de l'agriculture vivrière de 4,0%, avec une contribution au PIB de +0,5 point. À cela s'ajoute les politiques du gouvernement et de ses partenaires en faveur du développement rural. En effet, l'État a mobilisé en 2018 plus de 1 000 tracteurs au profit des producteurs pour le labour à prix subventionné malgré la situation économique difficile du pays. En outre, des quantités importantes d'intrants agricoles (engrais NPK et Urée) ont été mises à la disposition des producteurs.

2.1.2 Analyse du secteur secondaire

La valeur ajoutée du secteur secondaire est passée de 1 048,4 milliards en 2017 à 1 038,6 milliards en 2018, soit une décroissance de 0,9%. Ce secteur contribue à hauteur de -0,13 point à la croissance du PIB.

Cette contribution est principalement due à la diminution du volume d'activités dans les branches Transformation et conservation de poissons, Fabrication de produits alimentaires divers-aliments pour animaux.

La branche Transformation et conservation de poissons a connu une décroissance de 2,9% et contribue à hauteur de -0,05 points de pourcentage à la croissance du PIB. Cette baisse s'expliquerait principalement par la baisse des activités dans la branche.

La branche Fabrication de produits alimentaires divers-aliments pour animaux quant à elle a connu une baisse de 6,5% de sa valeur ajoutée avec une contribution de -0,05 point.

En revanche, l'activité économique du secondaire a été accéléré par la hausse de la valeur ajoutée de la branche construction (2,2%) et a contribué positivement à la croissance de 0,06 points.

2.1.3 Analyse du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est le deuxième secteur dominant de l'économie tchadienne avec une valeur ajoutée de 2 671,2 milliards de FCFA en 2018, avec un poids de 32,6% dans le PIB. Ce secteur contribue à hauteur de 2,0% en volume à la croissance du PIB. Cette hausse est principalement imputable aux branches d'activités commerce (9,6 points), les services des activités immobilières (5,7 points) et les services de transport terrestre (2,3 points). Cependant, les branches des activités d'administration générale et de prérogative publique (-0,24 point), enseignement (-0,19 point) contribuent négativement à la croissance du PIB en 2018 et freinent ainsi la reprise du secteur tertiaire.

2.2 Analyse des emplois du PIB

L'analyse des emplois du PIB indique une hausse du niveau de ses composantes en volume : la formation brute de capital fixe de (+23,4%), la consommation finale (+2,8%), les exportations de biens et services (+7,0%), les importations (+14,8%) et la variation de stocks (+41,0%).

Tableau 2: Analyse comparée selon l'optique demande

Emplois du PIB	2017	2018	Variation relative (%)	Poids 2017 (%)	Poids 2018 (%)	Contributions (%)
Consommation finale	6 075 568	6 243 468	2,8	78,4	76,2	2,2
FBCF	1 178 216	1 453 637	23,4	15,2	17,7	3,6
Variations de stocks	258 599	364 677	41,0	3,3	4,4	1,4
Exportations	1 797 166	1 923 384	7,0	23,2	23,5	1,6
Importations	1 558 338	1 788 949	14,8	20,1	21,8	3,0
PIB	7 751 211	8 196 217	5,7	100	100	5,7

Source : Comptes nationaux, INSEED

2.2.1 Analyse de la Consommation finale (ménages, APU, ISBLSM)

Les dépenses de la consommation finale sont passées de 6 075,6 milliards de FCFA en 2017 à 6 243,5 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 2,8% avec une contribution positive de 2,2 points au PIB. Cette hausse est induite principalement par l'augmentation des dépenses de consommation finale des ménages avec une contribution de +2,8 points. En référence à l'année de base 2017, les dépenses de consommations finales des administrations publiques diminuent de 6,2%.

Tableau 3: Composantes de la consommation finale

Consommation finale	2 017	2 018	Variation relative (%)	Poids 2017 (%)	Poids 2018 (%)	Contributions (%)
Ménages	5 284 104	5 498 303	4,1	68,2	67,1	2,8
Administrations publiques	741 646	695 347	- 6,2	9,6	8,5	- 0,6
ISBLSM	49 818	49 818	0	0,6	0,6	0,0
Total	6 075 568	6 243 468	- 2,8	78,4	76,2	2,2

Source : Comptes nationaux, INSEED

Analyse de la consommation finale des ménages

La CF des ménages est en progression de 4,1%, et contribue à hauteur de 2,8 points à la croissance du PIB. Les ménages ont augmenté leurs dépenses de consommation finale en biens, notamment les produits du primaire (+3,9%) et du secondaire (+4,5%).

Concernant les biens du primaire, les dépenses engagées par les ménages sont en progression notamment, l'élevage des bovins (14,1%), des ovins et caprins (5,1%) et des volailles (3,5%), la culture des céréales (4,4%) et des légumes (2,2%) et les produits sylvicoles et forestiers (1,7%).

S'agissant des produits du secondaire, les ménages augmentent leurs dépenses de consommation finale pour les produits de l'abattage, de la transformation et de la conservation de la viande (24,0%), sucres, confiseries et chocolateries (1,6%), graines et produits amylacés (3,6%) et les produits de la filature, tissage et articles d'habillement (2,7%).

Quant aux produits du tertiaire, l'on constate une augmentation de la consommation finale des ménages. Elle a connu une croissance de 3,4% par rapport à l'année 2017. Cette hausse est imputable aux branches d'activités de réparation (127,4%) et les activités immobilières (4,3%).

2.2.2 Analyse de la FBCF et de la Variation des Stocks

En 2018, la FBCF a progressé de 23,4% passant de 1 178,2 milliards de FCFA en 2017 à 1 453,6 milliards de FCFA, avec une contribution à la croissance du PIB de 3,6 points. Cette progression s'explique principalement par les produits d'activités de soutien aux industries extractives (87,5%),

électroniques et électriques (29,2%) et les produits de Recherche et développement (634,3%). En revanche, certains investissements ont diminué, notamment le service de Fabrication d'autres produits de l'industrie (-30,0%).

Quant à la variation des stocks, elle a connu une hausse de 41,0% passant de 258,6 milliards en 2017 à 364,7 milliards en 2018, avec une contribution à la croissance du PIB de 1,4 points. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des stocks dans les branches extraction d'hydrocarbures (546,6%), raffinage de pétrole (24,1%) et l'élevage de bovins (5,2%). En revanche, les stocks ont diminué dans la branche culture de plantes oléagineuses (-22,4%).

2.2.3 Analyse du commerce extérieur

Le solde du commerce extérieur est ressorti à la hausse de 134,4 milliards de FCFA, passant de 238,8 milliards de FCFA en 2017 à 134,40 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 12,4%. Le commerce extérieur contribue à la croissance économique du pays de -1,3 point.

Les exportations progressent de 7,0%, passant de 1 797,2 milliards de FCFA en 2017 à 1 923,4 milliards de FCFA en 2018 et contribuent de 1,6 points au PIB. Cette hausse est essentiellement tirée par la croissance des exportations du pétrole brut qui passent de 1 191,5 milliards de FCFA à 1 046,0 milliards de FCFA et contribuent de 1,5 points à la croissance du PIB.

Quant aux importations, elles ont augmenté de 14,8% en 2018 et contribuent de 3,0 points à la croissance économique. Cette augmentation des imports est principalement due à l'importation de services de recherche et développement (634,3%), transport par pipeline (54,2%), le transport aérien (56,2%) et Fabrication des produits électroniques, électriques, machines, biens d'équipements et matériels de transport (24.4%).

Tableau 4: Contribution du commerce extérieur au PIB

COMMERCE EXTERIEUR	2017	2018	Variation relative (%)	Poids 2017 (%)	Poids 2018 (%)	Contributions (%)
Exportations	1 797 166	1 923 384	7,0	23,2	23,5	1,6
Importations	1 558 338	1 788 949	14.8	20,1	21,8	3,0
Solde	238 828	134 435	-	-	-	-

Source : Comptes nationaux, INSEED

2.3 Dynamique du secteur informel

Le secteur informel a connu une croissance de 5,5% en 2018 avec une valeur ajoutée de 5092,4 milliards de FCFA contre 4825,2 milliards de FCFA en 2017. Concernant la contribution à la formation du PIB, le poids des activités informelles ressort à 62,1% en 2018 contre 62,3% en 2017. Ce secteur contribue à hauteur de 5,5 points à la croissance du PIB en 2018. Les activités informelles se retrouvent dans tous les secteurs d'activités.

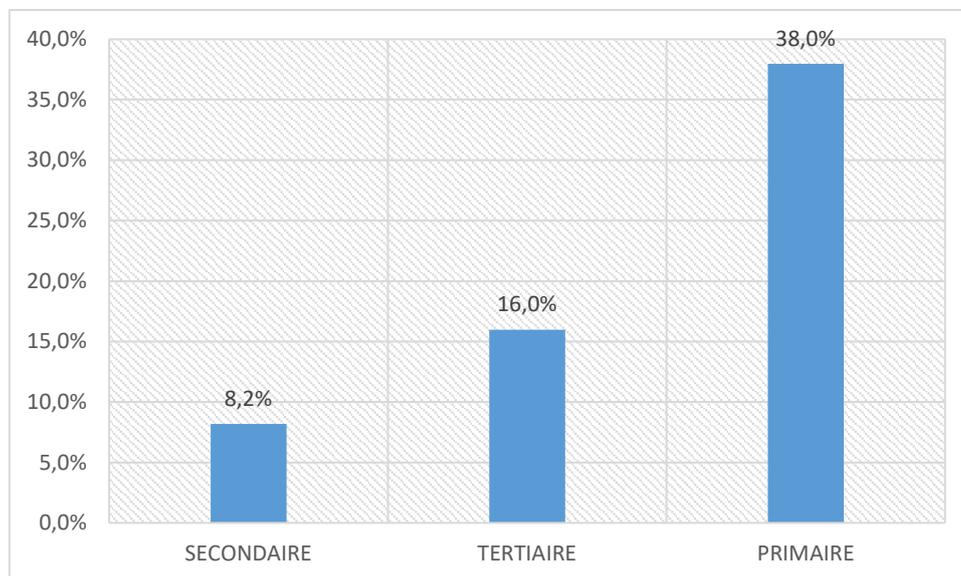
Au niveau du primaire, la valeur ajoutée des activités informelles est ressortie en hausse de 4,2% et représente 38,0% dans la formation du PIB en 2018. A ce titre, sa contribution à la croissance du PIB s'est établie à 3,6 points. Cette progression est tirée principalement par l'élevage des Bovins (+0,53 point), l'élevage des Ovins et Caprins (0,30 point), la culture des céréales (0,24 point) et l'élevage des camelin (0,18 pont).

En ce qui concerne le secteur secondaire, la valeur ajoutée de l'informel est ressortie à la baisse de 1,38 % et représente 8,2% dans la formation du PIB de 2018. Sa contribution à la croissance du PIB est de -0,1 point. Cette régression est induite principalement par les sous branches travail des graines et produits amylacés (-0,02), sucres, confiseries et chocolateries (-0,03 point) et les produits de la filature, tissage et articles d'habillement (-0,04 point).

S'agissant du tertiaire, la valeur ajoutée de l'informel est ressortie à la hausse de 13,1 % et représente 16,0 % dans la formation du PIB. A ce titre, la contribution de l'informel à la croissance du PIB est de -

2,0 points. Cette hausse est principalement due aux branches commerces (0,74%) et transport terrestre (0,41), le service de santé humaine (0,40%).

Graphique 3 : Part de l'informel dans le PIB selon les secteurs en 2018



Source : Comptes nationaux, INSEED